

Déclaration liminaire SUD Recherche

Chères administratrices, chers administrateurs,

Dimanche à 20h01, le sujet pour SUD Recherche était déjà le péril mortel de l'extrême-droite pour les travailleurs et les travailleuses, en Europe et en France. À cela s'ajoute cette annonce présidentielle d'une dissolution de l'assemblée. Avec cet abîme démocratique qu'ouvrent ces législatives anticipées, ce pouvoir aura donc méthodiquement tout cassé...

- Après avoir systématiquement marché sur tous les corps intermédiaires, méprisé et ignoré le mouvement unitaire des retraites, puis sur l'assurance chômage
- Après avoir réprimé violemment et criminalisé toutes amorces de contestation sociale dans le pays, des gilets jaunes aux soulèvements de la Terre...
- Après avoir assuré un constant marchepied au RN en lui assurant reconnaissance institutionnelle et relais de ses idées, [des accusations d'islamogauchisme de Mme Vidal] à la loi asile immigration
- Après avoir accompagné le déclasserement, l'abandon de nos industries et de nos services publics, arbitré pour la propriété contre le travail, pour l'agro-industrie et la grande distribution contre nos paysanneries...

Ce pouvoir tente un coup de poker... Pour pouvoir ensuite se poser en rempart et s'absoudre de son immense responsabilité dans ce désastre ? Les comptes devront être faits à un moment. Viscéralement antifasciste, SUD se positionne toutefois sans aucune réserve sur la séquence de cette campagne : nous appelons à la mobilisation la plus large pour aboutir à une défaite, la plus nette possible, de l'extrême droite dans les urnes.

Manifester donc, convaincre sur nos lieux de travail aussi. Nous vous proposons la lecture du communiqué commun signé par nos centrales CGT, CFDT et solidaires (et UNSA, FSU)¹ ainsi qu'à l'appel de l'intersyndicale de l'ESR². Pour tâcher d'être ici complémentaire de mes camarades, je voudrais ici partager le message à nos collègues et aux membres de leur entourage, qu'on pourrait imaginer en mode du « fâchés-pas-fachos » ou du « oh-mais-eux-on-ne-les-a-jamais-essayés », bref qui seraient tentés par le vote RN. Puisqu'il paraît que l'argument du racisme et de la xénophobie et des passés pétainistes/révisionnistes/tortionnaires des fondateurs du FN ne porte paraît-il plus, nous voudrions insister sur deux points :

L'escroquerie absolue que représente le RN sur les matières sociales. « On n'a jamais essayé » ? Mais si, et le bilan est déjà disponible : c'est celui du groupe RN déjà élu. Or ces député-es ont voté depuis 2022 contre à peu près toutes les mesures en faveur du pouvoir d'achat : contre les augmentations du SMIC et des petites retraites, contre l'indexation sur l'inflation, contre le gel du prix des loyers, contre le budget de la lutte contre les violences faites aux femmes... Une liste bien complète est à lire sur le site de Solidaires³. On pourra y ajouter le reniement déjà acté du RN sur la réforme des retraites, dont SUD continuera avec l'ensemble du mouvement unitaire à réclamer l'abrogation.

Le deuxième point a trait à nos recherches. Souvenons-nous que Jordan Bardella disait en mai 2020 que Didier Raoult était à la médecine ce qu'ils étaient, eux, à la politique. Outre les méfaits maintenant bien connus du culte raoultien⁴, ce propos signale un rapport très particulier à la science. En survalorisant par principe la figure du héros rebelle face à l'*establishment* scientifique, cette posture n'a en réalité que faire d'un idéal de recherche honnête

¹ <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/communiqués/apres-le-choc-des-europeennes-les-exigences-sociales-doivent-etre-entendues/>

² <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article4419>

³ <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/nationales/lextreme-droite-nest-pas-du-cote-des-travailleurs-et-travailleuses/>

⁴ Une étude parue cette année attribuée à la promotion de l'hydroxychloroquine une estimation basse de 17000 morts, sur 6 pays, sur la 1^{ère} vague de Covid. <https://doi.org/10.1016/j.biopha.2023.116055>. Sujet à un légitime débat post publication, le papier a aussi et surtout suscité une intense campagne de harcèlement : <https://sfpt-fr.org/vie-de-la-sfpt/communiqués-sfpt/1953-stop-au-harc%C3%A8lement-des-scientifiques-et-%C3%A0-la-mise-en-danger-de-la-sant%C3%A9-publique...>

de la vérité et des faits. Mieux, elle organise la désinformation et la post-vérité⁵, se permettant ici un climatoscepticisme débridé, là les incohérences les plus manifestes. Si on y combine des penchants liberticides envers toute pratique académique ne rentrant pas dans les préconceptions des intéressés, on voit le mal qu'un gouvernement RN pourrait faire à un établissement de recherche comme Inrae. Les exemples des effets de ces populismes illibéraux au pouvoir abondent hélas : la recherche Brésilienne se relève à peine de la désastreuse parenthèse bolsonariste ; en Hongrie, Orban a non seulement détruit les facs mais aussi la recherche agronomique publique...

[Lire la suite de notre déclaration liminaire](#)

Position SUD sur les points importants abordés en séance

Agence de programme portée par l'INRAE

SUD a repris une partie de l'intervention des camarades au dernier CSAE du 23 mai : "On avait eu Agreenium puis les alliances ALLENI, AVIESAN et ATHENA, voici les agences de programmation. Faut-il s'inquiéter ou pas de ce nouvel objet qui risquerait de déposséder l'INRAE d'une partie de ses missions et attributions ? S'il n'était le fruit du discours vénérable sur la recherche du Président de la République le 7 décembre, nous n'y consacrerions pas trop d'énergie. L'INRAE se voit donc confier une très grande responsabilité autour de la réflexion nationale sur des sujets tels que la transformation des systèmes de production agricole et la transition agroécologique, la préservation des ressources et de la biodiversité. La question est de savoir si cette agence permettra de résister à la tentation d'une réponse de premier de la classe aux injonctions de la Start-Up Nation (de type agriculture numérique ou NGT-NBT), et à celles de l'arrière-garde productiviste toujours vivace (par exemple en participant à l'enfumage autour des indicateurs d'usage des pesticides)."

La question subsidiaire, qui va teinter la plupart des points de la suite du CA, c'est comment cette agence, dans la configuration actuelle, pourrait aussi résister à des instrumentalisations et pressions d'une éventuelle tutelle RN ?

Budget rectificatif n°2

SUD a voté CONTRE cet ajustement budgétaire motivé par une prise en compte des résultats récents aux appels à projets portant sur nos économies d'énergie. SUD se félicite bien sûr de ces efforts mais constate une absence de contrepartie en termes de cofinancements et de moyens humains. Si la situation budgétaire n'est cette année certes pas catastrophique, l'ajustement se fait au prix d'un prélèvement dans le fonds de roulement qui est pour SUD trop conséquent. Si nous déposons 184 projets à un guichet de financement, c'est aussi que nous avons validé les besoins, via la DPI a minima. Ça suppose que cela suive derrière, non seulement en terme de dotation de nos ministères de tutelle pour « les budgets travaux », mais aussi en terme de recrutement en emplois permanents.

Comptes consolidés 2023

SUD a assorti son abstention sur ce point de deux commentaires. Les comptes consolidés permettent de suivre certains indicateurs tels que la provision des CET. Leur croissance se poursuit, du fait de jours non pris par défaut de ressources humaines. SUD a par ailleurs souligné la situation préoccupante de la filiale Campus Agro, affectée par un contentieux juridique de 2 M€ avec le groupe Eiffage Grands Projets. Cette affaire signale l'ampleur du déséquilibre, sur ces partenariats public-privé, dans les relations des acteurs publics avec les grands groupes du BTP. Par ailleurs, AgroParisTech vient de créer une chaire d'enseignement-recherche sur le génie civil écologique, avec les mêmes groupes Eiffage et Vinci comme financeurs. Il y a là un côté « ce que je donne d'un côté je le reprends de l'autre » qui est assez problématique...

Plan d'action pour la lutte contre les atteintes à la probité, et code de conduite pour la lutte contre la corruption et le trafic d'influence

SUD a voté pour avec quelques commentaires : un premier intérêt de la démarche est qu'elle permet de faire le point sur des dispositifs pas forcément connus, voire pratiqués par le personnel. En l'occurrence, le dispositif « lanceur d'alerte » est particulièrement peu accessible⁶ via l'intranet, un-e collègue lanceur d'alerte doit être sacrément motivé-e pour trouver la procédure et la mener à bien...

⁵ <https://www.nature.com/articles/d41586-024-01587-3>

⁶ Via Ariane et le sous-menu « Autres services ». Là c'est à choisir parmi 4 dispositifs assez disparates : Faire une demande de télétravail / Lanceur d'alerte / Liste des référents métier / Suivi télétravail